

LUTTE DES CLASSES

Journal de la CGT Educ'action 95 - N° 13 - NOVEMBRE 2025 - De la maternelle au lycée, pour une École émancipatrice !



RELEVER LA TÊTE : UN CHEMIN

GRÈVE &

ÉMANCIPATION

LYCÉE PRO

Stages, Parcours Y
Quel Lycée Pro ?

pages 3

SENS DU TRAVAIL

Contrôle ouvrier

page 4

ÉDUCATION

Échos & Quizz

page 5

DOSSIER

La grève, une force sociale
émancipatrice

pages 6 et 7

INTERNATIONAL

Révoltés & Palestine

pages 8 et 9

INTERPRO

Être militant

Notre visions de l'interpro

pages 10 et 11

CULTURE

Conseils de lecture

page 12

Editorial :

Face au gouvernement, au patronat, à la hiérarchie ... Il est nécessaire de renverser la donne !

Depuis quelques semaines, nous avons un nouveau ministre de l'Éducation. Ancien chef de cabinet de Jean Michel Blanquer, Édouard Geffray a participé à toutes les contre-réformes dans l'Éducation ces dernières années. Evidemment, il n'a jamais exercé réellement une fonction éducative sur le terrain. Notre nouveau champion commence en expliquant que supprimer « uniquement » 4000 postes serait un geste sympathique pour les enseignant-e-s et les élèves. Cela en s'appuyant sur une « baisse démographique » qui pourrait justement permettre d'avoir moins d'élèves par classe.

De l'argent il y en a... pour le grand patronat et la guerre !

L'austérité serait une obligation pour combler la dette pourtant créée artificiellement au service des plus riches. Le budget prévoit 40 milliards d'euros d'« économies », évidemment sans toucher aux 211 milliards de cadeaux offerts aux grandes entreprises chaque année, ni à la hausse historique du

Suite p.2



CGT Educ'action 95



CGT_Educ95



CGT_Educ95



cgteduc95.org



LA SOCIÉTÉ TOURNE SANS EUX !

budget de la guerre. Ainsi, pour Amélie de Montchalin (ministre chargée des comptes publics), il faudrait plus de militaires, plus de policiers, plus de gendarmes mais moins d'enseignant-es et de personnels pour faire tourner nos écoles et nos établissements.

Il est vrai que quand on est amené à gérer une puissance impérialiste qui pousse dans la pauvreté des millions de travailleurs... il est logique pour le Pouvoir en place de développer une Police pour défendre ses intérêts plutôt que d'offrir des bonnes conditions d'enseignement ou de soins aux travailleuses et travailleurs.

Le gouvernement, comme tous les autres avant, ne visent qu'une chose : engraisser les patrons pour garantir des profits records et distribuer des postes gouvernementaux à leurs amis.

Une école hiérarchique et maltraitante !

Ces dernières années, la maltraitance envers les personnels et les élèves a fortement augmenté. Cette vision est partagée souvent à tous les échelons. Les injonctions absurdes à faire « plus avec moins » sont quotidiennes et amènent à une perte de sens au travail. Nous devons accueillir plus d'élèves, avec de plus en plus de difficultés, sans accompagnement, sans moyen, sans aucun soutien, sans collectif de travail réel et avec trop de mépris. Ce mépris, nous le sentons de la part des inspecteurs, des petits chefs et des hiérarchies départementales ou académiques. Il est institutionnalisé dans le but de faire « tourner la machine » de manière dégradée, peu importe les conséquences psycho-sociales délétères. Il faudrait se taire au risque de se faire mal voir, d'avoir moins de budgets, de se voir refuser ses projets pédagogiques... Cela peut aller jusqu'aux mesures disciplinaires qui semblent être un outil de plus en plus utilisé pour museler celles et ceux qui relèvent la tête.

Qu'on se le dise, cette hiérarchie ne sert pas à grand-chose. Ils ne sont pas devant élèves, ils organisent les injonctions d'un ministère déconnecté ? Ils pressurent les collègues, veulent nous faire taire. Il serait temps d'en finir avec cette organisation du travail. Ce sont les travailleurs de l'Éducation qui font fonctionner les écoles établissements, ce sont à elles et eux de décider !

Renverser la situation ?

Face à la vie chère, nos salaires ne suffisent plus ! Les budgets sont largement insuffisants ! La hiérarchie est de plus en plus maltraitante ! Il est donc nécessaire de s'organiser face à cela. Les coups de colère sont nombreux (grèves dans des écoles et établissements, rejet des évaluations)... Mais pour cela, on doit s'organiser pour frapper tous ensemble en même temps, au même moment. C'est ce qu'essaie de défendre la CGT éducation 95. Pour relever la tête nous avons besoin d'un mouvement de contestation et de grèves massives qui lient les travailleurs de l'Éducation aux autres secteurs du monde du travail. **Il est temps de s'organiser pour résister et passer à l'offensive !**

Certains ont pu rire jaune, hausser les épaules, s'agacer de l'actualité politique depuis la chute du gouvernement Bayrou. Cette farce politique digne des meilleurs feuilletons télévisés a pris fin à l'arrivée du gouvernement Lecornu 2, le même mais pas pareil. En effet, le refus du PS (what a surprise ?) de censurer le nouveau gouvernement le 16 octobre a malheureusement interrompu cette palpitante saga.

Mais attardons-nous sur cet épisode politique, illustration parfaite de la crise gouvernementale que l'on rencontre depuis plusieurs années. Sous le vernis cynique, un fait clair s'offre à nous : entre le 1er septembre et le 31 octobre, la France n'a connu un gouvernement en activité que 29 jours, soit un mois sans gouvernement. Rappelons-nous l'été 2024 et ses 64 jours sans gouvernement. Ce qui n'empêche pas le patronat de toujours mener ses attaques contre les travailleurs et travailleuses. Néanmoins le constat est le même : avec ou sans ministre, la société continue de tourner, les travailleurs produisent et le patronat profite !

Le salaire du nouveau ministre de l'EN (cinq fois le salaire moyen d'un.e enseignant.e), Edouard Geffray, ainsi que son appétence pour l'école privée nous font regretter d'avoir un ministre en fonction. Surtout si c'est pour annoncer plus de 4 000 suppressions de postes dans l'éducation nationale.

UN LYCÉE PROFESSIONNEL QUI ÉMANCIPE, CHICHE!!!

Seriez- vous comme nous plus que fatigué, lassé, harassé de nous laisser dicter la façon dont nous devons travailler par une élite qui n'a jamais mis les pieds dans un lycée professionnel, sauf en présence de journalistes (ne maîtrisant pas plus notre outil de travail) relayant sans filtre la propagande ministérielle ? La question est rhétorique bien entendu. Il suffit pour cela de se rapporter à l'enquête menée conjointement par la CGT Educ'action et la FSU en début d'année.

Le lycée professionnel est notre outil de travail. On ne nous demande pas notre avis. Tant pis, nous allons le donner quand même ! Il nous semble tout d'abord important de réaffirmer que nous faisons de l'enseignement. Cela signifie que si le lycée professionnel doit former les futurs travailleurs.euses cela ne veut pas dire que nous devons en faire une main d'œuvre corvéable pour un patronat avide de son taux de profit. Une refonte doit être organisée des référentiels pour qu'ils permettent à ces jeunes en formation non pas de répondre à la demande d'une entreprise mais bien à être des professionnels en capacité de mener une réflexion sur leur outil de travail. Concrètement, un.e bachelier.ère professionnel.le de maintenance forme des futurs travailleurs.euses capable d'avoir une vision sur le fonctionnement d'un véhicule pas seulement changer un pare-brise chez Carglass. Parallèlement, le diplôme doit être lié à une convention collective négociée dans la branche garantissant des conditions de travail et une rémunération à sa juste valeur. Partir des besoins, de la formation pour aller vers la définition du métier, c'est l'inverse de la logique capitaliste dont les lois travail Macron sont une déclinaison. C'est pourtant la logique émancipatrice qui nous guide !

Cette émancipation parlons-en justement ! Le lycée professionnel doit former des travailleurs et des travailleuses en capacité de maîtriser leur outil de travail. Il doit aussi permettre à des élèves, c'est-à-dire des jeunes en formation de se construire une culture critique. Dans la maîtrise de leur outil et à contrario de l'apprentissage, la formation doit s'élaborer par la possibilité de l'erreur qui permet la correction et donc la maîtrise. Se dégager de la pression du taux de profit, c'est parfaire son geste professionnel. Dans le même temps, le lycée professionnel étant un lieu de formation, il doit permettre de se donner le temps pour les élèves de co-construire une culture commune. Ne nous méprenons pas sur les termes. La co-construction des savoirs dans notre vision syndicale s'inscrit dans une volonté de mettre l'élève au cœur de son enseignement et qui, par le faire, convoque des savoirs et des savoirs- faire, en comprend le sens rejoignant ainsi l'urgence qui est la notre de redonner sens à nos métiers.

Urgence il y a donc à porter ce changement de paradigme, sortir de la vision utilitariste de notre lycée professionnel, refaire des lycéens des jeunes en construction ayant le droit à l'erreur pour mieux affronter les enjeux qui les attendent !

Stage, alternance : danger pour les élèves ?

En lycée professionnel, le stage, appelé « Période de Formation en Milieu Professionnel », est présenté comme la pierre angulaire de la formation. Tout s'organise autour de lui : recherche de stages, lettres de motivation, ateliers de préparation... Mais quel en est réellement l'intérêt ?

Dans bien des cas, les élèves n'en tirent que peu de bénéfices : conditions déplorables, encadrement faible, entreprises sans lien avec la formation. Trop souvent, les stages servent davantage les besoins de main-d'œuvre gratuite que la formation des jeunes. Rares sont les entreprises qui prennent à cœur d'accompagner les stagiaires. La plupart les cantonnent à des tâches subalternes – vendre, ranger, nettoyer – sans valeur pédagogique réelle.

Ces stages peuvent aussi exposer les élèves à des dangers physiques et psychologiques. Envoyer de jeunes apprentis peu formés dans le monde du travail est accidentogène ; les employeurs se désresponsabilisent facilement puisque ces jeunes ne sont pas

LE PARCOURS Y, CATASTROPHE ANNONCÉE!

Élèves et personnels du lycée professionnel ont subi une fin d'année scolaire 2025 totalement ubuesque et chaotique ! La faute à qui... notamment à la mise en place du parcours Y !

Il a été mis en place dans le cadre de la réforme de la voie professionnelle, sous forme d'un parcours différencié de six semaines en fin d'année scolaire, proposant deux options :

- « poursuite d'études » qui s'adresse aux élèves poursuivant dans l'enseignement supérieur. Cette proposition a été tellement peu crédible et improvisée que, en réalité, très peu d'élèves s'y sont inscrits et qu'elle s'est donc résumée à n'être que de l'improvisation et du bricolage.

- « stage » : aubaine pour le patronat qui peut tranquillement exploiter à 100€ / semaine des lycéens ayant terminé leur formation. Là aussi vaste fumisterie qui a permis de faire de nos élèves de la chaire à patron !

Les personnels du lycée professionnel n'ont eu de cesse de tirer la sonnette d'alarme face à cette formule :

- qui met en avant qu'une vision utilitariste de l'éducation nationale, actant une politique du tri social, une perte de sens de l'année de Terminale et une casse des conventions collectives

- qui désorganise les emplois du temps, le planning des examens continus

- qui a provoqué un absentéisme record des élèves et perte sèche de 170h de cours entraînant un diplôme moins qualifiant

Malgré ces remontées catastrophiques (« effets pervers » selon notre DASEN), la période d'observation a parlé d'elle-même : cela ne fonctionne pas. Et pourtant, le gouvernement campe sur ses positions patronales! En effet, début septembre, il annonce un parcours Y maintenu mais réduit à 4 semaines et des épreuves fin mai sauf l'oral de projet en juin.

Nous continuons d'exiger l'abrogation du parcours Y !

salariés. En 2021, on comptait 25 000 accidents du travail chez les moins de vingt ans, dont 16 mortels. À cela s'ajoutent des cas de racisme, d'humiliations et de mépris, qui fragilisent encore davantage ces adolescents.

Enfin, l'entreprise véhicule parfois une idéologie dévalorisant l'école : la « vraie vie » serait celle du travail, hiérarchisée et violente, quand l'école ne proposerait rien. C'est faux : c'est à l'école que se construisent les savoirs, l'esprit critique et l'émancipation.

Il est temps de repenser cette logique. Les élèves n'ont pas besoin de davantage de stages, mais de meilleures formations en établissement : plus d'ateliers, de matériel adapté, et une compréhension globale du métier. Cela suppose d'assumer une réduction des périodes de stage au profit d'un temps pédagogique renforcé, afin de mieux former, protéger et préparer nos élèves à s'insérer durablement dans le monde du travail.

SENS DU TRAVAIL, PÉDAGOGIE ET «CONTRÔLE OUVRIER», UN LIEN PUISSANT

Le mouvement syndical semble paralysé par l'absence de perspectives stratégiques anticapitalistes concrètes, ce qu'illustre encore la séquence des mobilisations de sept-oct. 2025. Il serait simpliste d'évoquer seulement une crise de direction, incarnée par une «intersyndicale» nationale porteuse de tous nos maux.

Les orientations qui dominent le syndicalisme jusqu'à sa base sont marquées par des impasses :

- celle du schéma social-démocrate classique qui retire au syndicat toute perspective politique, pour confier cette « tâche noble » aux seuls partis, engagés ou non dans la conquête des institutions.

- celle de postures idéalistes qui contestent le capitalisme mais sans préparer matériellement son dépassement.

Il est pourtant une boîte à outils immédiatement à notre disposition laissée par les fondateurs.trices du syndicalisme-révolutionnaire, venus de courants très divers, mais unifiés dans la CGT au tournant du XXe siècle, pour affirmer et pratiquer une stratégie anticapitaliste d'autonomie « ouvrière »¹.

Parmi ces outils, le « contrôle ouvrier ».

Porté par la CGT française dès la rédaction de sa Charte d'Amiens (1906), développé dès les années 20 par l'Internationale Syndicale Rouge², et exprimé avec force lors de la fondation de la Sécurité sociale (1947), il consiste à préparer concrètement la socialisation des moyens de production, par des syndicats construits comme une structure de réorganisation sociale, avant, pendant, et après le moment de la grève générale appropriée.

Cela signifie d'intégrer à l'activité syndicale :

- la connaissance des montages financiers et juridiques fictifs³ des capitalistes et de l'Etat, pour les dénoncer ;

- celle de l'organisation patronale de l'emploi et de la production, afin de lui substituer à terme une gestion ouvrière directe, de l'usine à la branche en lien avec les besoins authentiques de la société ;

- la constitution de « commissions de contrôle » syndicales (sur les matières premières, les recettes, les techniques et processus de production,...) pour contester partout l'accaparement privé, le court-termisme environnemental et l'autocratie de la bourgeoisie ;

- la conquête d'espaces démocratiques, comme autant d'écoles pratiques pour les collectifs de travail, qui s'habituent à agir et décider pour le seul bien commun, autour du sens du travail vivant.

- de considérer toutes les activités dites « de l'Etat » comme relevant d'une possible gestion « ouvrière » par exemple par une fédération d'industrie.

Cette stratégie s'oppose fondamentalement au paritarisme, ou encore à l'enfermement dans les instances du personnel des syndicats d'entreprise et autres « multipro ». Elle oblige au fédéralisme, c'est-à-dire à la réunification syndicale par branche et à la relance de l'interpro de proximité pour organiser immédiatement une contre-société, par un « contrôle ouvrier »

sur les besoins de consommation, sur l'entraide, la sociabilité, pour faire culture.

Dans la branche Education, cette dynamique de « contrôle ouvrier » a conduit les instituteurs.trices de la CGT avant 1914, par la pratique de pédagogies émancipatrices, à s'opposer à la fonction définie pour l'école par le jeune Etat républicain bourgeois, d'endoctrinement des masses ouvrières et paysannes et de reproduction sociale,

Au sein de la tendance Ecole Emancipée, des CSR de l'Education (1919), de la Ligue pour la protection de l'enfance ouvrière (1909), s'intéressent de près aux avancées pluridisciplinaires de l'Education nouvelle, font le bilan continu des expériences pédagogiques menées. Au contraire de courants sociaux-démocrates⁴, ils ne s'enferment pas dans un catéchisme des adultes sur des enfants objets⁵. Ils posent un regard révolutionnaire sur l'enfance en milieu prolétaire, des conditions de son développement harmonieux et émancipateur dès aujourd'hui, pour la société à venir, en considérant les enfants comme sujets, à faire advenir par la libération de leur « torrent de vie » - endigué dans les déterminismes sociaux - pour être en capacité de relever les défis de demain au service de l'humanité.

C'est dans cette effervescence que naîtra le mouvement Freinet pour une Education moderne, ou celui d'une école du lien pédagogie/psychanalyse.

C'est plus que jamais le flambeau que nous devons ensemble relever en 2025.

La CGT Educ'action 95 depuis son dernier congrès a relancé une commission pédagogique, une recherche-action-formation avec les Aesh, et appelle les collègues à des actions concrètes de refus de l'école du tri social et de la maltraitance institutionnelle (refus des évaluations nationales, d'école...) pour leur substituer l'intelligence de collectifs de travail émancipateurs, ayant le courage du doute, éclairés par les apports scientifiques théoriques et pratiques pluridisciplinaires, ceux de l'anthropologie, de la psychanalyse, de la psychodynamique du travail, de la socio-Histoire⁶, de la neurologie...

C'est aussi cela le contrôle « ouvrier » dans l'Education, les moyens au service d'une école émancipatrice.



1 A comprendre comme l'autonomie d'action et d'organisation de toutes celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre

2 Article de Lozovski, Programme d'action de l'ISR, Librairie du Travail, 1922

3 Socialsi

4 Jules Guesdes, Essai de cathéchisme socialiste, 1878

5 De 1911 à 1914, ils feront paraître Les Petits bonhommes, premier journal d'éducation enfantine où des enfants publient et s'adressent à d'autres enfants, de la classe ouvrière

6 Cf les deux premières brochures produites par notre syndicat : Sens du travail et pédagogie critique (2023), et Une inclusion de qualité, notre positionnement syndicaliste pour réhumaniser le monde (2025)

Une grève comme les autres : retour sur la rentrée à l'école Les Lévrier Maternelle à Montmagny.

L'Éducation Nationale nous réserve régulièrement de belles surprises lorsqu'il s'agit de maltraitance institutionnelle. Les décisions concernant les fermetures de classes en sont un exemple frappant.

Déjà concernée par une fermeture de classe lors de l'année 2023/2024, l'école est menacée à nouveau de fermeture à la rentrée 2025/2026, du fait d'une baisse d'inscriptions d'élèves de petite section durant l'année 2024/2025. L'équipe enseignante, au fait des facilités de la DSDEN d'acter des fermetures dès qu'elle le peut, fait part de ses nombreuses inquiétudes pendant toute l'année 2024/2025 à l'Inspection et la Mairie de Montmagny. Il leur sera assuré à de multiples reprises « qu'il ne faut pas s'inquiéter ». Rien de plus inquiétant donc. L'école apparaît pourtant en « surveillance fermeture » à partir de janvier 2025, et à nouveau en septembre. Étonnant de faire partie de cette liste s'il ne « faut pas s'inquiéter ». Personne n'est dupe et toute l'équipe se prépare, dès la pré-rentrée fin août, à se mobiliser pour faire face à cette annonce de fermeture. La baisse démographique doit être une chance !

Il n'est jamais trop tard pour les bonnes surprises et c'est ainsi qu'une fois la rentrée du 1er septembre passée, l'inspectrice informe l'école que la fermeture sera actée à partir du jeudi 4 septembre et qu'elle ne s'y opposera pas. Dès cette annonce, l'équipe enseignante dépose un préavis de grève et décide de fermer l'école, avec le soutien de tout le personnel de l'école, des parents d'élèves, des élus locaux et de la CGT Educ'Action 95. Et elle obtiendra gain de cause. La prise de responsabilité de tous les acteurs de l'éducation aura montré que des victoires sont possibles lorsque la solidarité est de mise, au service de tous les élèves.

QUEL CPE ES-TU ?

Nous le savons, deux visions se font face dans le métier : les CPE pédagogues et éducateurs, et les CPE qui se prennent pour des petits chefs (pour rappel et à bon entendre, statutairement les CPE ne sont pourtant pas membres de l'équipe de direction).

Au quotidien, je suis :

- ★ Un référent-pilote chef de service entre la cantine, la cour, la salle des profs, la loge et mes amis de la direction
- Un membre de l'équipe de direction
- ☒ Un éducateur qui jongle avec de multiples missions (bref un truc chelou où on doit gérer « la chèvre et le chou » pour une paye de merde)
- ☒ Un policier

Pour motiver l'équipe d'AED que j'anime :

- ★ Je vérifie les caméras
- ☒ Je leur impose des heures sup non rattrapables
- ☒ Nous sommes collègues, nous faisons équipe donc on essaie de discuter collectivement
- Je retire les chaises pour qu'ils ne s'assoient pas

Tous les soirs, je rêve

- ★ D'être PERDIR, et peut-être même d'être DASEN à l'image de l'illustre parcours de notre IA-DASEN bien-aimé
- ☒ D'avoir un salaire à la hauteur de ma charge de travail et de vivre une vraie démocratie au travail
- D'être le nouveau Jean-Michel Blanquer
- ☒ Que ces feignasses d'AED bossent davantage

Le Discours de la Servitude

Cette année, *Le Discours de la Servitude* d'Etienne de la Boétie, est entré dans le choix des œuvres au programme du Bac (Epreuves Anticipées de Français) pour les classes de 1ère Gale et Techno. Il est vrai qu'on pourrait être très tenté de ne pas opter pour ce texte car l'oeuvre est complexe tant au niveau du propos que de la langue (le texte a été écrit au XVIe et est proposé à la lecture dans une translation). Or rappelons-nous - militants que nous sommes d'une école de l'émancipation - la portée de ce court texte qui décrypte les mécanismes à l'oeuvre dans la soumission au pouvoir, qui rappelle la solitude du tyran qui ne tire sa puissance que de l'aveuglement du peuple et de la distribution de privilèges aux courtisans. Salulaire par les temps qui courent...



Dans la conduite d'une équipe

- ☒ J'ai pas signé pour être manager, perso...
- ★ Je reconduis systématiquement les périodes d'essais parce que la vie n'est qu'un essai
- Je menace de virer à chaque contestation
- ☒ Je me gargarise d'avoir licencié un AED

Les jours de grève :

- ★ J'y suis favorable au repas de famille du dimanche, mais j'espère, le lundi, que les AED ne la font pas (moi de toute façon, j'ai des trucs à faire au bahut)
- ☒ Je suis en grève, Balek
- J'espère que les profs ont prévenu la direction de manière à pouvoir réorganisé les EDT des élèves
- ☒ J'espère qu'on retirera bien du salaire aux grévistes !

Mon rapport aux assistants d'éducation :

- ★ Ce sont mes subalternes
- Je les tolère avec leurs différences
- ☒ Ils sont sympas mais bon quand même au travail...
- ☒ Ce sont des travailleurs précaires qui subissent un grand nombre de contraintes. Leur statut, c'est abusé !

LA GRÈVE UNE FORCE SOCIALE

Une définition de la grève

Entre 1864 (loi Ollivier) et 1946 (inscription du droit de grève dans la Constitution), la pratique de la grève a été progressivement imposée à l'Etat français par le rapport de force, en tant que droit. Par grève, on entend l'arrêt concerté et collectif du travail poursuivant un objectif de revendications professionnelles et politiques. Aujourd'hui malheureusement, les grands appels syndicaux à la grève semblent se confondre avec la pratique de la manifestation (souvent sans grève réelle), ainsi uniquement dans le cadre institutionnel défini.

La grève, outre son impact direct, permet la construction d'une conscience de classe, de liens de camaraderie qui donnent confiance dans la capacité des travailleur.se.s à regagner du pouvoir sur leur outil de travail. Là où l'emploi peut aliéner, la grève permet de redonner du sens au travail en imposant un rythme différent de celui voulu par l'Etat ou le patronat.

Cependant, si le terme de grève peut se définir simplement, on ne peut appréhender de la même manière la multiplicité de ses formes, de ses modes d'organisation. Selon les époques, les espaces, les normes en vigueur ou la réponse des Etats, « faire grève » peut impliquer des réalités bien différentes. Une constante demeure pourtant : plus la grève est massive, reconduite et pénalisante pour des secteurs économiques, plus les travailleurs peuvent faire entendre leur voix.

LA GRÈVE : OUTIL POUR LA CONSCIENCE ET REMISE EN CAUSE DE L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Le travail subordonné dans l'emploi épuise, envahit nos pensées, fragilise les corps et tue. En 2023, selon une étude, 40 % des salarié.e.s en France se déclarent en souffrance ou sous stress élevé. Plus de 700 000 accidents du travail ont été recensés cette année-là par l'Assurance maladie, dont 30 000 graves et 759 mortels, sans compter accidents de trajet, suicides et maladies professionnelles.

Le temps libre est toujours plus grignoté, la perte de sens s'accroît : l'écart entre ce que nous voudrions produire et ce qui est imposé s'élargit. **Cette vision étroite du travail est une expérience d'aliénation**, de dépossession de notre vie sous le capitalisme.

Cette expérience est aussi de plus en plus individualisée. Fin des grands collectifs, multiplication des statuts, sous-traitance, mise en concurrence et affaiblissement du syndicalisme isolent les travailleurs et les travailleuses. Pour tenir, chacun.e cherche alors à préserver sa situation en adoptant des stratégies individuelles – comme viser des primes ou des heures supp' plutôt que de revendiquer une hausse générale des salaires.

Face à cela, la grève reste une arme centrale. Loin d'être dépassée, elle conserve un potentiel émancipateur immense. Moment de mobilisation collective au cœur des lieux de travail, **elle rend visibles les rapports d'exploitation** et réaffirme une évidence : sans nous, rien ne fonctionne. Quand les éboueurs et éboueuses cessent le travail, la ville devient dégueulasse. Quand les salarié.e.s de Carrefour s'arrêtent, ce ne sont pas les cheffailions qui vont faire la mise en rayon à 5h du matin. Cette prise de conscience redonne fierté et dignité, nourrit la confiance individuelle et collective, et renforce la capacité de résistance.

Une seule grève n'épuise ni ne résout le problème de l'aliénation au travail mais est un moment fort qui s'inscrit dans un continuum plus long de luttes et de résistances à même d'en venir à bout.

Redonner sens à la grève, c'est recréer du lien. Contre l'individualisation, la grève démocratique rassemble et permet de partager les difficultés malgré les différences, de comprendre leur origine commune et de construire un collectif qui s'auto-organise à opposer aux directions comme

aux bureaucrates syndicaux et politiques qui profitent de la passivité des individus pour parler à notre place. **En tant que syndicalistes, nous devons ainsi assumer et défendre la dimension sociale de la grève.**

Se mettre en grève, ce n'est pas seulement cesser le travail et rester chez soi, c'est avant tout profiter de ce temps libéré pour créer du commun – discuter autour d'un verre, d'un repas, d'un film organiser un piquet, une fête, un blocage, faire de la musique, écrire des tracts, monter une caisse de grève, inventer la suite. Cette dimension sociale est essentielle pour rompre l'isolement, gagner en expérience, reconstruire des solidarités, des sociabilités, de la fierté collective mais aussi par là de combattre la passivité et les attitudes réactionnaires.

Le potentiel émancipateur de la grève doit donc être cultivé par les syndicalistes. Chaque grève, même limitée, nourrit les résistances quotidiennes et prépare des perspectives plus vastes. Soyons donc ambitieux et ambitieuses dans ce que nous portons dans chaque grève tout en étant réalistes et conscient.e.s du chemin qu'il nous reste à parcourir, jusqu'à la perspective d'une émancipation sociale plus large à travers l'horizon d'une grève générale.

L'exemple d'un camarade nouvellement syndiqué à la CGT Educ'action 95 pour l'illustrer :

la mobilisation des AED d'un collège rennais en 2021-2022. Dans une équipe jeune éclatée, les grèves nationales de décembre par rapport au statut ont permis pour la première fois de tisser des liens, d'oser discuter du travail et de s'organiser. Quand des conflits locaux ont éclaté, ces habitudes collectives nées d'une grève sectorielle mais entretenues par la suite ont permis de réagir ensemble (grève du zèle ou refus de tâches abusives), jusqu'à réussir à construire pour le 8 mars une grève locale suivie par toute l'équipe, en majorité féminisée, et à s'auto-organiser en l'absence de l'unique CPE pendant un mois. Ces expériences renforcent durablement la conscience de classe et la culture de l'organisation.

SOCIALE ÉMANCIPATRICE

GRÈVE GÉNÉRALE OU GRÈVE MASSIVE ?

On l'a toutes et tous crié ou entendu en manifestation, cet espoir de grève générale. C'est un objectif, surtout un slogan, une référence puissante mais un peu floue, qui symbolise une menace enfin sérieuse pour le pouvoir économique et politique des patrons et des gouvernants.

Mais la grève générale n'est justement pas un slogan, c'est une stratégie révolutionnaire pour notre classe, qui suppose d'être anticipée et préparée longuement, dans un élan déterminé d'organisation collective où le syndicat de lutte de classe devient un élément central.

Débatte au tournant du XXe siècle, adoptée dans le programme révolutionnaire de la Charte d'Amiens, elle devient alors « expropriatrice », à la fois matérialisation du syndicalisme d'action directe, et moment clé où le syndicat se fait outil de réorganisation sociale de production et de distribution, en unifiant notre classe sociale. Dès 1907 en France, des tentatives ont lieu, puis ailleurs dans le monde. Dresser le bilan de ces expériences est essentiel et doit faire l'objet d'un prochain article.

Dans une première étape, ce que nous avons à reconstruire sérieusement, en tenant compte de nos échecs des dernières décennies (le dernier avec le mouvement « Bloquons tout » de septembre 2025), c'est d'abord la généralisation d'une grève interprofessionnelle massive qui nous permette d'arracher des revendications significatives, afin de redonner confiance à notre classe.

Cette étape peut reprendre ces éléments : 1. Une grève touchant en continu et crescendo de nombreux secteurs de l'économie. 2. Une grève reconduite dans tous ces secteurs 3. Un sentiment de confrontation généralisée autour de revendications unifiantes opposées frontalement au pouvoir politique en place et à celui des patrons.

En étant un peu empiriques, on pourrait expliquer qu'il s'agirait d'une combinaison d'un mouvement de grève avec les taux de grévistes de 1995, un plan de bataille annoncé à l'avance comme en 2019, avec l'explosion massive de la jeunesse comme en 2006 et la confrontation politique qui a existé autour des gilets jaunes en 2018.

Ces mouvements, chacun à leur manière, ont déstabilisé un temps, de façon partielle le pouvoir politique et/ou économique, créant la peur dans la classe dominante, avec plus ou moins de rapidité pour se resaisir, et l'occupation par notre classe d'une ligne de front plus ou moins avancée selon la réalité de l'action gréviste. Alors tout cela combiné, serait une arme sans pareil pour notre classe, à condition de bien mettre l'action gréviste au centre, car la manifestation n'est pas la grève.

Imaginons un peu, qu'un élan s'empare de notre classe et que la grève se généralise à de nombreux secteurs : éducation, transports, production automobile, commerces alimentaires... Tous ces secteurs en grève en même temps, qui ont certes des revendications sectorielles, mais néanmoins des envies communes (salaires directs et cotisés, accaparement des richesses, sens du travail,...) ne peut plus supporter la dégradation des conditions de vie... L'ambiance dans le pays changerait totalement.

Dans les entreprises, chez les salarié.e.s, les discussions se feraient sur la base de cette confrontation comme cela existe lors de tels mouvements et l'action gréviste pourrait s'étendre comme autant de piquets de grève.

Le changement d'ambiance dans le pays et l'espoir.

Dans une période de crise comme aujourd'hui, on voit bien l'espoir que cela peut représenter. Pouvoir toucher du doigt la possibilité de faire plier ceux qui nous dirigent.

Maintenant, ces secteurs en grèves continues proposent un rythme, en se coordonnant, en prenant l'initiative de s'adresser à d'autres secteurs qui ne sont pas rentrés dans la grève. Notre puissance politique serait considérable. Mais si en plus ces secteurs se dotaient de leurs propres cadres de discussions : assemblées générales, comités de grève ou coordinations locales, départementales, régionales, voire nationales... Alors ils auraient la capacité de devenir une direction bien plus unifiée et légitime que celle des directions confédérales actuelles.

Une telle grève frapperait au cœur l'économie capitaliste, privant les patrons de leurs profits (plusieurs dizaines, centaines de millions voire plus, en peu de temps s'envoleraient des poches des actionnaires), avec le risque de voir tous leurs pouvoirs contestés, notamment par des expériences concrètes de réorganisation de production et de distribution des richesses produites.

La grève et la conscience libérées feraient émerger d'autres logiques sur les rapports de production, nos revendications mais aussi le sens du travail, avec la possibilité de reprendre en main notre outil de travail au service du bien commun.

Le sentiment de confrontation généralisée serait là, un pouvoir contre un autre. Une aspiration des travailleuses et travailleurs contre une domination de la bourgeoisie.

La conscience qu'une autre société est possible et nécessaire émergerait, qui redonnerait confiance et puissance à notre classe sociale en libérant de nouveaux espaces. Ce que nous faisons au quotidien, nous le ferions mieux au service de la société.

Prenons seulement l'exemple d'une telle grève dans la grande distribution. Les travailleur.se.s ont automatiquement des liens avec les camionneurs, eux avec les entreprises de production alimentaire, les agriculteurs... Avec une politique consciente et volontaire, il serait possible de voir un marché parallèle organisé par les grévistes pour les travailleurs et travailleuses. Continuer de fournir de quoi s'alimenter, être capable de se réapprovisionner, produire des biens de consommations pour les travailleurs et même acheter aux agriculteurs à un prix plus élevé car tout cela excluerait le profit des intermédiaires et des actionnaires. Mais bien entendu, tout cela n'est possible que par l'existence préalable d'un outil syndical crédible, qui cumule des expériences pratiques, anticipe une telle réorganisation. Syndicats locaux réunifiés par branches et interpro d'entraide et de sociabilité sont les deux piliers à reconstruire d'urgence.

L'urgence est là : avec un pouvoir aux abois et une classe tenante prête à recourir au fascisme pour assumer ses guerres impérialistes et maintenir ses privilèges, nous n'avons plus le luxe de perdre notre temps dans des impasses déjà identifiées : absence de culture de la démocratie directe, du mandat révocable, divisions syndicales, syndicalisme carapaté sur l'entreprise qui isole de nombreux.se.s travailleur.se.s, institutionnalisation de nos organisations, perte des savoir-faire de l'action gréviste lorsque la manifestation sans grévistes est devenue centrale...

**Mais rien de tout cela n'est inéluctable !
Ensemble, retrouvons nos manches !**

Depuis plusieurs mois, des mobilisations massives, très souvent à l'initiative de la jeunesse touchent un très grand nombre d'Etats sur l'ensemble des continents : Indonésie, Népal, Madagascar, Kenya, Maroc, Tunisie, Pérou, Colombie, ... Cette « Génération Z » se mobilise dans un Sud marqué par des pouvoirs pourrissants liés au colonialisme et à une dépendance économique vis-à-vis du Nord impérialiste.

Des points communs à ces mobilisations : destruction des services publics, corruption, privatisation des retraites, violences policières

Si ces mobilisations ont leur singularité, elles partagent un certain nombre de points : lutte contre les violences policières et la corruption ; défense des biens communs (eau, électricité, santé, services publics...), défense de l'environnement face à des industries polluantes, lutte contre des grands projets inutiles, tout cela en lien avec l'ordre impérialiste du monde.

Au Maroc, la mobilisation est partie entre autres de l'état désastreux de la santé publique, après la mort de plusieurs femmes, à la suite de césariennes. La colère a explosé face au contraste entre d'un côté la misère sociale et de l'autre les milliards engloutis par la construction de stades pour le Mondial de Foot 2030 ou de lignes de TGV inaccessibles pour le plus grand nombre.

Au Pérou, tout est parti d'une réforme des retraites qui impose dès 18 ans la participation à un fonds de pension privé. Les Péruviens y ont vu une faveur accordée aux entreprises privées de gestion des fonds de pension par opposition à la ruine organisée des services publics. En Tunisie, la population de Gabès s'est mobilisée pour la fermeture d'une usine extrêmement polluante qui empoisonne la population. Le 21 octobre, une grève massive a paralysé toute la région. A Madagascar, une révolte est déclenchée face à des pénuries d'eau et d'électricité. Ces coupures d'électricité sont les conséquences de la corruption de l'État où les dirigeants de cette compagnie sont liés à l'ex président, qui a fui le pays grâce à la France. Au Népal, l'interdiction de plusieurs réseaux sociaux (Facebook, YouTube, ...) a cristallisé une contestation déjà marquée du pouvoir (qui n'a pas répondu aux aspirations liées à l'instauration de la République en 2008). Si ces réseaux sociaux sont un moyen de garder contact avec des amis et de la famille qui travaillent dans d'autres pays, ils permettent aussi de dénoncer les « népo-kids », enfants de ministres qui mettent en scène leur train de vie luxueux. En quelques jours, le pays s'est embrasé avec l'incendie du palais présidentiel. Au Kenya et en Indonésie, ce sont des violences policières qui ont mis le feu aux poudres. Le gouvernement de Nairobi a interdit aux principales chaînes de télévision de couvrir les mobilisations. En Indonésie, les revendications de lutte contre la corruption ont été élargies à des mesures contre le coût élevé de la vie et pour la défense du droit du travail.

Des nouvelles formes d'organisation face à une répression violente

Ces mouvements prennent des formes nouvelles pour contourner les appareils répressifs des Etats. Par exemple, au Maroc, le collectif « GenZ 212 » est né sur Discord. Il a rassemblé plus de 150000 personnes en quelques jours avec une coordination en ligne des manifestations. A Madagascar, ce sont des collectifs éphémères qui organisent les rassemblements. En Tunisie, ce sont des jeunes, les Ultras du Stade Tunisien et de l'AS Gabès, et le syndicat UGTT qui se sont fédérés pour organiser la lutte. Pour autant, dans ces mobilisations la répression a été brutale : 400 arrestations au Maroc, 22 tués à Madagascar, des dizaines de blessés à Lima, arrestation de 3000 personnes à Jakarta, 60 morts au Kenya... Si le régime népalais est tombé, il n'en est rien pour les autres : à Madagascar, un général dirige le pouvoir, au Pérou la présidente maintient sa réforme des retraites et gouverne par décrets, au Maroc les milliards du Mondial de Foot ne sont pas remis en cause ..

Une contestation également tournée contre l'impérialisme à visage découvert de Trump ?

Donald Trump ne cache plus ses appétits impérialistes, élargissant les mobilisations que l'on retrouve dans le Sud-Global contre sa politique de prédation. Ainsi, en Colombie, des manifestants ont attaqué l'ambassade des Etats-unis et blessé des policiers à coup d'explosif et de flèches. Ils protestaient contre le génocide palestinien dont les USA sont les principaux complices, et les provocations guerrières contre le Venezuela, et plus globalement contre les Etats d'Amérique du Sud défendant leur souveraineté. Ce vaste mouvement de contestation fait écho à celui qui touche actuellement les Etats-Unis d'Amérique. D'importantes manifestations se sont déroulées à Chicago pour dénoncer notamment les violences policières contre les centres d'immigration. Trump a menacé de déclencher l'Insurrection act, une loi qui permet d'utiliser l'armée contre la population américaine.

Toutes ces mobilisations à travers le monde visent les fondements d'un capitalisme qui se durcit et prend le visage d'un côté de la fascisation, de l'autre de la mainmise impérialiste : transformation de la protection sociale en produits financiers, allocation des ressources publiques vers des projets inutiles et vers l'enrichissement d'une extrême minorité, accaparement des ressources naturelles, restriction des libertés pour protéger cette prédation. Si la mobilisation de la jeunesse est significative dans de nombreux pays, il n'y a pour l'heure ni direction politique de classe, ni coordination à l'échelle internationale de la lutte.



Ces derniers mois, alors que le génocide en Palestine s'intensifiait, révélant aux yeux du monde le degré de barbarie maximale dont l'impérialisme est capable, un puissant mouvement de solidarité s'est levé dans une partie de l'Europe. Ce mouvement dénonce la complicité et la participation, directe ou indirecte, des États impérialistes occidentaux dans les massacres en cours. La multiplication des flottilles pour briser le blocus à Gaza, ainsi que les grèves massives – notamment en Italie mais aussi dans l'État espagnol – en sont la démonstration éclatante.

Ainsi l'Italie a été le théâtre d'une lutte intense qui montre la voie aux travailleurs et aux peuples du monde : celle d'une mobilisation de haut niveau pour enrayer la machine de guerre génocidaire israélienne et affirmer la solidarité concrète avec le peuple palestinien et sa résistance. Tout a commencé cet été, lorsque les dockers, organisés au sein de leur syndicat Union syndicale de base (USB) et du Collectif Autonome des Travailleurs Portuaires (Calp), ont lancé et mis en pratique le mot d'ordre « Les dockers ne travaillent pas pour la guerre ».

Ayant découvert que des armes et munitions transitaient par les ports italiens pour alimenter le bain de sang en Palestine, leur réaction fut immédiate : blocage des ports concernés, refus de charger ces marchandises, appel à l'extension de la lutte à d'autres secteurs du mouvement ouvrier italien, et mise en place d'une coordination plus large, notamment avec les dockers de la CGT de Fos-sur-Mer et ceux du PAME en Grèce, à travers l'Union Internationale des Syndicats (UIS) du Transports, affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale, dont l'USB assure la coordination en Europe.

De fait, par leur capacité de blocage et d'entraînement, les dockers se sont imposés comme l'avant-garde du mouvement en Italie. C'est autour d'eux qu'un mouvement de solidarité solide et déterminé avec la Palestine s'est construit. Dans cette continuité, des dockers de Gênes ont choisi d'embarquer sur la Flottille de la Liberté visant à briser le blocus de Gaza. En parallèle, ils avaient averti : si leurs camarades étaient interceptés, leur riposte paralyserait l'Europe tout entière.

Le très grand succès de la grève générale « Blocchiamo tutto » du 22 septembre – dont le mot d'ordre s'inspire du mouvement français « Bloquons-tout » né le 10 septembre – a démontré l'ampleur de la colère et de la solidarité avec la Palestine en Italie. Appelée uniquement par le syndicat de classe USB, cette grève est devenue la mobilisation politique la plus importante du continent européen depuis

le début du génocide. Avec des centaines de milliers de grévistes et près d'un million d'Italiens dans la rue, elle a marqué un tournant majeur. La jeunesse, massivement mobilisée, a joué un rôle important, multipliant les blocages de lycées et d'universités souvent de manière quasi quotidienne. Ce mouvement s'est caractérisé par sa permanence et son ancrage local : piquets de grève, plus d'une centaine d'occupations de places publiques, et l'organisation de « Points Gaza » pour informer et sensibiliser la population. Surtout, les travailleurs ont pris en main leurs propres modalités de lutte, à travers des assemblées générales, dont celle du 27 septembre à Gênes qui a réuni des délégations venues de toute l'Europe.



Le 3 octobre, à la suite de l'emprisonnement des passagers de la Flottille de la Liberté par l'entité coloniale, une nouvelle grève générale a été convoquée contre le génocide à Gaza et en Palestine, ainsi que pour la libération des prisonniers de la flottille.

Cette fois, l'appel ne provenait pas seulement de l'USB, mais également du plus grand syndicat italien, la CGIL, pourtant très réformiste, contrainte de rejoindre la mobilisation sous la pression de sa base. Ce jour-là, une marée humaine a déferlé dans les rues italiennes. Des actions plus radicales – blocage des flux marchands, des trains, occupation de périphériques – ont été rendues possibles par une participation exceptionnelle : plus de 2 millions d'Italiens sont descendus dans la rue. À Milan par exemple, plus de 250 000 personnes ont manifesté dans un cortège débuté à 10 heures et terminé à 18 heures, avec la fermeture complète de l'autoroute Milan-Est et

une nouvelle manifestation organisée le soir même. Le lendemain, une manifestation nationale s'est tenue à Rome, rassemblant plus d'un million de participants venus de tout le pays.

Ce cycle de mobilisation constitue le plus important qu'ait connu l'Italie depuis plusieurs décennies, tant par son ampleur que par sa profondeur politique et sociale. Il démontre que les travailleurs ont un rôle concret et central à jouer dans cette affaire. À ce titre, le cycle de grèves politiques initiées par les travailleurs italiens doit nous inspirer à plus d'un titre.

Nous restons néanmoins lucides et savons que, parce que l'Italie est gouvernée par l'extrême-droite, l'ensemble de cet épisode doit être réfléchi avec des nuances. Il n'en reste pas moins qu'il est un coin enfoncé dans les rangs fascistes, la preuve qu'un syndicalisme organisé peut desserrer les mailles d'un pouvoir nationaliste, afin d'apporter au monde de l'espoir et de révéler des voies de résistance.

AED CDIés : la précarité sous toutes ses formes

Dans le Val-d'Oise, plusieurs AED passés en CDI au 1er septembre se retrouvent sans salaire. En cause, le changement de service de gestion, qui a bloqué la paie sans que les collègues en soient informés.

Aucune communication, aucune anticipation, aucune avance proposée : la hiérarchie laisse les personnels les plus précaires affronter seuls les conséquences de ses propres dysfonctionnements.

Cette situation ubuesque révèle une précarité bien plus large, à la fois matérielle, institutionnelle et humaine.

Pour la CGT Educ'action 95, il est urgent de mettre fin à ces logiques absurdes et méprisantes. Les AED, indispensables au fonctionnement des établissements, méritent enfin une véritable reconnaissance et une rémunération digne.

Carglass casse, carglass remplace !

Les salarié-e-s du site Carglass de Saint-Ouen-l'Aumône ont mené une grève pour les salaires et leurs conditions de travail. Ils ont également été rejoints par les travailleurs du site de Nîmes.

Les managers de l'entreprise ont poussé la cadence le plus loin possible, peu importe les conséquences sur les salarié-e-s : passer de 100 pare-brise à 150 par jour, c'est-à-dire soulever 1 tonne 500 au lieu d'1 tonne. Ainsi, 17 accidents du travail ont été recensés depuis le début de l'année.

En face, les patrons se sont exaspérés en disant que le dialogue social existait. Oui, il existe, mais uniquement pour que les travailleurs ferment leur gueule et se fassent exploiter encore davantage. Ils se vantent d'avoir mis en place des « réveils musculaires » pour les « collaborateurs », mais ce ne sont pas les costards qui soulèvent ces charges, se cassent le dos et se voient menacés de licenciement s'ils ne peuvent plus suivre!

Après 12 jours de grève reconductible, les travailleurs ont réussi à obtenir une prime de 260 euros mensuels pendant 6 mois, ainsi qu'une avancée sur la réunion de négociation concernant les salaires et la prise en compte des spécificités du site.

Une victoire qui, certes, n'entraîne pas une augmentation de salaire pérenne, mais qui montre la voie à suivre. En 12 jours, le patronat peut plier avec deux sites en grève ; imaginons si cela se généralisait ?

Je milite, tu milites, on milite toutes et tous ensemble !

En voilà un verbe d'action qui peut être lourd de sens et parfois lourd à porter dans la période actuelle. Militer est pour nous, militant.e.s syndicalistes, une manière d'affirmer qu'une autre voie est possible. C'est affirmer une manière de penser qui considère que nous devons nous approprier notre outil de travail. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons. Mais, ce verbe, si important pour nous, ne se réalise pas facilement. S'inscrire dans un militantisme syndical et en particulier au sein de la CGT, c'est parfois aussi être mis à l'index, sommé de commenter, de justifier les différentes prises de position qui sont celles d'une organisation de masse dans une société de l'immédiateté de l'information, et où la place de la réflexion est réduite à la part congrue. Pas simple de concilier les deux entre les urgences du quotidien et la réalité du mouvement syndical et social actuel.

Il nous semble important donc de réaffirmer certains points :

- Le militantisme n'est pas un sacerdoce. Il ne s'agit pas de s'inscrire dans une démarche sacrificielle qui finit par épuiser les camarades et finalement par les dégoûter. Le militantisme est fait de moments intenses, lors des mouvements sociaux par exemple, et de périodes où il est fait d'actes sans médiatisation mais tout aussi importants. Bien entendu, nous militons pour une transformation radicale de la société, le renversement du capitalisme. Mais le quotidien des militant.e.s syndicaux.ales est également fait d'actions minimes. Le principe de la double besogne défini par la chartes d'Amiens met en évidence que nos actes pour améliorer les conditions de travail s'inscrivent dans cette transformation globale. Exiger la transparence de la répartition des heures au sein d'un établissement, c'est participer à une forme de contrôle ouvrier. Cela permet d'avancer la nécessité que l'on ne délègue pas

nos vies à un patron, chef d'établissement ou à un sauveur suprême.

- Le militantisme est surtout un acte collectif. C'est le principe même de notre syndicalisme. La CGT Educ'action 95 est un syndicat qui progresse rapidement aussi bien quantitativement que qualitativement. Chacun.e est capable d'apporter une pierre à la construction de cet outil collectif. Il n'y a pas de super militant.es qui connaissent tout et guident. Il y a un collectif qui se perfectionne par la confrontation des idées, des pratiques. Dans cette optique, il est impératif de participer aux instances (CSD, congrès, formation) pour rencontrer les autres camarades qui partagent probablement les mêmes difficultés, proposent des solutions, s'interrogent sur nos pratiques professionnelles et syndicales.

- Le militantisme doit enfin être un acte profondément joyeux. Nous constatons jour après jour le poids que représentent sur nos vies nos hiérarchies, parfois nos collègues, nos conditions de travail, l'évolution de nos métiers. Militer au sein d'une organisation doit donc être un moyen de se débarrasser de cette pression pour chercher des solutions collectives. Dans ce contexte, il s'agit de développer la sororité et la fraternité. Cela n'exclut pas le débat d'idées et les désaccords mais le syndicat doit être le cadre où la parole de chacun.e est écoutée dans le cadre d'une démocratie réelle qui cherche toujours à s'améliorer. **Dans une société où l'aliénation et l'exploitation sont quotidiennes, il est essentiel de se doter d'un cadre collectif pour discuter, décider, changer notre rapport au travail, aux autres mais aussi à nous-mêmes. Ce collectif permet souvent de gagner en confiance, de se sentir plus capable car des outils sont créés pour intervenir concrètement dans notre quotidien.**

Notre syndicat CGT Educ'action 95 prend toute sa part au sein de l'Union Départementale CGT 95, afin de construire le nécessaire lien interprofessionnel, seul capable de faire gagner nos luttes pour l'amélioration des conditions matérielles et morales des travailleur-ses dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société. Nous sommes convaincu-es que c'est par l'union de toutes et tous les travailleur-ses que nous parviendrons à gagner ! Car ce sont elleux qui détiennent la capacité de bloquer les moyens de production et d'échange, de manière à faire plier ce système dégueulasse qui consiste à appauvrir toujours plus les plus modestes, à les embarquer dans une course à la guerre, dans le but de continuer à enrichir, à engraisser les plus fortuné-es. Ce sont les travailleur-ses de ce pays qui peuvent et doivent s'unir pour détourner les moyens de l'industrie de guerre vers les biens communs, les services publics et pour la satisfaction de tous les besoins de la société.

La grève pour gagner

Concrètement, sur notre département du Val d'Oise, des luttes sont menées par des travailleur-ses de différents secteurs (la dernière en date étant celle des « Carglass » qui leur a permis de satisfaire un certain nombre de revendications). Si ces luttes peuvent paraître éloignées de notre cœur de métier de personnels de l'Éducation, elles sont en réalité liées. En effet, leurs membres sont, tout comme nous, soumis-es à une pressurisation sans limites qui les contraint à perdre le sens de leur travail, à perdre du pouvoir d'achat, à abîmer leur santé, au profit de quelques un-es qui se moquent bien des conditions de travail et de vie des salarié-es.

Car si la lutte peut prendre plusieurs formes, celle qui est privilégiée est la grève. Stopper le travail, stopper la production, stopper la course aux profits qui n'en sont que pour quelques un-es, cela passe par se mettre en grève. Grève nécessaire pour prendre

le temps de se connaître et se faire confiance, nécessaire pour que le pouvoir du plus grand nombre se rende suffisamment visible aux yeux des patrons pour qu'enfin ils prennent peur et soient contraints de considérer enfin les salarié-es

Ces mesures ne doivent pas rester incantatoires, mais se traduire en actes : se déplacer sur les piquets de grève, échanger avec les camarades grévistes, apprendre d'elles et d'eux en reprenant courage et motivation, abonder leurs caisses de grève pour les soutenir financièrement, organiser notre collectif de travail pour l'emmener vers la grève. Ce sont des choses que nous pouvons toutes et tous accomplir, elles sont à notre portée.

Le lien interprofessionnel

Tisser du lien interprofessionnel, c'est aussi construire des AG qui réunissent le plus possible de travailleur-ses issu-es de secteurs différents. Se mettre en lien avec les unions locales CGT permet à cet effet de rencontrer ces travailleur-ses et de construire avec elleux, sur un territoire, des conditions de lutte et d'entraide. Les AG de secteurs, de bassins, sont des lieux de réflexion de l'action gréviste et d'organisation des mobilisations.

A l'échelle du département, c'est ce qui s'est passé le 10 et le 18 septembre, ainsi que le 02 Octobre. Les personnels grévistes se sont réunis dans l'amphi de la maison des syndicats à Cergy et ont pu, venant de tout secteurs confondus, évoquer la réalité de leur champ professionnel et les perspectives de lutte. Pour que ces AG vivent et soient force de réflexions et d'actions, il est nécessaire de croire en elles, de faire leur promotion et d'y participer. Ce sont les cœurs battants des luttes victorieuses !

Unir les travailleur-ses et les organiser

C'est un rôle que nous devons occuper : les mobilisations souffrent de leur manque d'organisation.

Être toujours en réaction, s'inscrire dans une routine, se caler sur le calendrier institutionnel, partir en lutte certes plein-es de fougue mais de manière isolée et sans visibilité, tout cela mine le moral des militant-es et fait perdre de l'efficacité à la mobilisation. Nous ne l'avons que trop constaté lors des dernières mobilisations et il est temps de passer à autre chose.

Notre syndicat milite aux côtés de l'Union Départementale pour une organisation plus efficace, qui permette de fédérer davantage de camarades, notamment via la construction de syndicats de branche, pour imposer au patronat, aux hiérarchies, à l'État, des conditions de vie et de travail plus justes, des services publics plus forts, la mise en place d'une véritable justice sociale et écologique.



© H. CHICOT

Pierre Delion nous alerte sur la disparition en cours non seulement de la pédopsychiatrie, mais, dans nos métiers de l'éducation, de la valeur de la rencontre avec tout ce qu'elle évoque dès les premiers regards et permet de travailler. Il analyse la perte de sens dans les métiers de la relation comme un des révélateurs et un des acteurs du totalitarisme montant. L'enjeu est la perte du sujet dans l'humain, la perte de la rencontre. Son ouvrage tente d'examiner les tenants et aboutissants de cette situation complexe.

L'auteur a le recul et la liberté que lui donnent 50 ans de pratique hospitalière, et la rage quant à sa destruction. Nous sommes loin, écrit-il, de la probité de Cincinnatus, Montesquieu ou Jaurès. Nous vivons « l'application bête et méchante des techniques de management prévues à l'origine dans le cadre de l'industrie guerrière des années 1930... » avec toutes les conséquences que nous connaissons. La valeur marchande de tous les acteurs, concitoyens de l'actuelle organisation économique, prime sur la valeur humaine singulière.

P. Delion ajoute la république des faux-selves. L'inauthenticité du discours est érigée en valeur marchande de référence pour accéder au pouvoir. Déjà, chez les enfants, les écrans et l'IA dérangent la construction d'un Soi authentique.

Pourtant, la prise en compte des maladies psychiatriques avait opéré un tournant majeur quand, sous l'impulsion de Freud puis Tosquelles, la psychothérapie institutionnelle a mis en place de façon contrôlée des relations multiples entre soignants et malades et l'instauration d'un collectif qui mette les malades sur la voie d'un « Je » unifié. Un recul de l'aliénation. Une restauration de la place du sujet dans l'humain.

Là, vient s'immiscer la mise en statistiques de l'extériorisation de la souffrance mentale, via la DSM2. Bien sûr les administratifs y ont trouvé l'occasion d'évacuer la prise en compte bien trop chère du sujet ! P. Delion montre la logique de détournement des avancées de la neurologie et de la génétique par les scientifiques et les industriels pharmaceutiques, ce qui aboutit à la disparition des soins de proximité et des soins relationnels.

L'inventivité, la création, l'initiative sont supplantées par le conformisme exigé afin de permettre une traçabilité juridique des actes et une garantie assurantielle.

« Il s'agit de maintenir ouverte la possibilité de nous instituer mutuellement en tant qu'êtres libres ; bref, de résister à l'entropie qui se généralise à la planète entière. »

Un livre qui permet de mettre des mots pour un combat !

Lecture : Luz ou le temps sauvage de Elsa Osorio (roman)

Elsa Osorio nous raconte l'histoire de Luz qui part à la recherche de ses origines dans l'Argentine des années 80. Ce roman retrace le combat des « Grands-mères de la place de mai » qui aident les victimes de la dictature d'extrême droite en Argentine, autodénommée « processus de la réorganisation nationale ». Cette dictature, qui a systématiquement éliminé tous ses opposants, a aussi enlevé de nombreux enfants et bébés. Ces enfants étaient considérés comme des butins de guerre et donnés à des familles par le biais d'adoptions illégales.

Un groupe de proches de ces enfants, principalement des mères et grands-mères de disparus, a créé un mouvement de résistance non-violente. Elles ont manifesté tous les jeudis, sur la place de Mai, pendant plusieurs mois à partir d'avril 1977. Grâce à une banque de données génétiques basée sur l'ADN des grands-mères et de la famille proche, à ce jour 139 enfants disparus ont été retrouvés.

A travers son combat pour comprendre son passé, Luz, va retracer le combat de ces femmes qui se sont battues pour rassembler ces familles brisées par la dictature argentine.

Spectacle : Furtives, compagnie La baleine Cargo

Trois femmes dans un spectacle de rue qui embarque le public dans leur texte, chanté, slamé ou dansé. Les chants sont signés, le public les suit, chante, signe avec elles. Elles collent des affiches, exprime leur colère, leur révolte. Ce spectacle est une insurrection poétique contre toutes les formes d'oppression, masculinisme et capitalisme.

La CGT Educ'action 95 a été aux avant-postes des dernières mobilisations. C'est le moment de franchir le pas en adhérant pour s'organiser dans un syndicat de branche, de lutte, de classe, unifiant tous les personnels de l'Éducation de la maternelle au lycée !

Ensemble nous pouvons lutter contre des réformes qui dégradent constamment le Service public d'Éducation et qui dégradent donc nos conditions de travail et les conditions d'études des élèves. Ensemble, surtout, nous pouvons penser et mettre en pratique une autre École !

Dans le département, nous organisons tous les deux mois un conseil syndical ouvert à tout·es les syndiqué·es pour décider des orientations de notre syndicat et donner les moyens à tout·es de militer. Des formations et journées d'études sont proposées sur nos métiers, la pédagogie, sur l'histoire du syndicalisme et ses enjeux actuels.

